

suivantes en langue arabe et si nécessaire en langue française.

Au verso : République Islamique de Mauritanie .

- Ministère chargé de l'Agriculture (dénomination officielle)
- Direction chargée du contrôle des semences (dénomination officielle)
- Administration chargée du contrôle et de la certification des semences (dénomination officielle)
- N° de série du certificat
- Nom ou raison sociale du producteur
- espèce
- variété
- catégorie
- numéro du lot
- poids net à l'emballage
- année de production.

Au recto : Néant.

ART. 3 - Les couleurs des certificats sont les suivantes, en fonction des catégories de semences.

- Matériel de départ et semences de prébase : couleur blanc barré violet
- Semences de base : couleur blanc
- Semences de première production : couleur bleu
- Semences reproduction des années suivantes : couleur rouge

ART. 4 - Les certificats seront fournis par l'administration chargée du contrôle et de la certification des semences.

Une étiquette de même couleur que le certificat, fournie par l'établissement producteur, sera placée à l'intérieur du sac de semences avec au minimum les mentions suivantes :

- espèce
- variété
- catégorie
- numéro du lot
- année de production

L'étiquette décrite ci - dessus ne peut en aucun cas avoir valeur de certificat.

ART. 5 - Le Secrétaire Général du Ministère du Développement Rural et de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel.

Arrêté n° R - 929 du 23 décembre 1998 désignant la structure chargée de la réalisation des tests DHS et VAT en vue de l'inscription d'une variété au catalogue national des semences et plants.

ARTICLE PREMIER - Est désigné pour réaliser les études nécessaires à l'inscription des nouvelles variétés au catalogue national des semences et plants le CNRADA par l'intermédiaire de son unité de la production de semences.

ART. 2 - Le Secrétaire Général du Ministère du Développement Rural et de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel.

Arrêté n° R - 930 du 23 décembre 1998 fixant les normes particulières applicables à la production et au contrôle des semences certifiées de riz.

ARTICLE PREMIER - La production, le contrôle et la commercialisation des semences et plants certifiés de riz sont organisés conformément aux dispositions du décret n° 072.98 du 23 septembre 1998 susvisé et à celles du présent arrêté.

Sont également soumises aux mêmes dispositions les espèces suivantes :

- blé (triticum sp.)
- orge (ordeum distichum)

TITRE I

LA PRODUCTION

ART. 2 - Conformément aux dispositions du titre III du décret n° 37.98 du 11 mars 1998 sus - visé, les établissements de production peuvent être agréés pour les activités suivantes :

- production de semences de prébase
- production de semences de base
- production de semences de reproduction

ART. 3 - Aux fins d'agrément, les producteurs de semences de prébase

doivent remplir les conditions particulières ci - après :

a - disposer d'au moins un technicien spécialisé dans la conduite de la sélection généalogique des espèces autogames

b - disposer d'un équipement adéquat pour déterminer la pureté spécifique, la germination, le degré d'humidité et la pureté variétale

c - disposer de locaux complètement isolés de tous entrepôts pouvant contenir des céréales de consommation

d - disposer des équipements nécessaires à l'exercice de leur activité et notamment au nettoyage et triage, à l'ensachage, au pesage et au causage.

ART. 4 - Aux fins d'agrément, les producteurs de semences de base et de reproduction doivent remplir les conditions particulières ci - après :

a - disposer d'au moins un technicien spécialisé dans la production des semences, telles que définies à l'article 5 ci - dessous

b - disposer de locaux complètement isolés de tous entrepôts pouvant contenir des céréales de consommation

c - disposer des équipements nécessaires à l'exercice de leur activité et notamment au nettoyage et triage, à l'ensachage, au pesage et au causage.

d - disposer d'un minimum d'équipements permettant de vérifier la teneur en eau de la semence et la faculté germinative.

ART. 5 - Le système de production des semences est fondé sur la filiation généalogique. Pour les semences de prébase elle se fait, en règle générale, en quatre génération, selon le schéma suivant :

a - les panicules (ou épis) constituant le matériel de départ sont appelées G0 et semées en lignées ;

b - le produit obtenu par le battage des lignées forme la première génération appelée G1 ;

c - le produit obtenu par le semis G1 forme la deuxième génération appelée G2 ;

d - le produit obtenu par le semis G2 forme la troisième génération appelée G3

Les générations G1, G2, G3 sont des semences de prébase.

A la demande de l'établissement producteur, la G3 peut - être certifiée en tant que semences de base.

e- le produit obtenu par le semis de la G3 forme la quatrième génération appelée G4 qui constitue normalement la semence de base (SB).

Les semences de reproduction obéissent au schéma ci - après :

f - le produit obtenu par le semis de la semence de base (G3 ou G4) constitue la semence de première reproduction ou R1. Il n'y a qu'une génération de R1.

g- le produit obtenu par le semis de la semence de première reproduction (R1) constitue la semence de deuxième reproduction ou R2. Il n'y a qu'une génération R2 qui est la génération normalement commercialisée après certification.

La production de semence de reproduction peut s'arrêter au niveau de la R1 qui peut être commercialisée après certification.

A la demande d'un établissement agréé, l'administration chargée du contrôle et de la certification des semences et plants peut autoriser le déclassement des semences et plants dans l'ordre croissant des générations.

ART. 6 - La production du matériel de départ obéit aux conditions techniques suivantes :

a - l'établissement agréé pour la production de semences de prébase assure la sélection conservatrice. A cet effet, il se procure, le cas échéant, auprès des organismes internationaux ou obtenteurs étrangers le matériel de départ

b - le nombre minimum de lignées à semer par variété ne doit pas être inférieur à 300, toutefois, les considérations d'ordre pratique, ou technique liées aux capacités techniques de l'organisme chargé de reproduire le matériel de départ et de

produire les générations de prébase peuvent amener à réduire ce nombre.

c - le nombre de lignée (panicules) admis pour constituer une famille sera au minimum de 10

d - dans le cas de la mise en œuvre de la multiplication d'une nouvelle variété deux éventualités sont possibles en première année

1 - l'obtenteur fournit un nombre requis de lignées sous forme de panicules (ou épis) mais provenant d'un nombre non connu de plantes différentes.

2 - l'obtenteur fournit un nombre de lignées sous forme de panicules (ou épis) déjà regroupées en famille

e - un stock de sécurité de GO doit être constitué. Il doit comprendre un nombre de panicules égal à celui qui sera semé en GO la campagne suivante.

ART. 7 - La production des semences de prébase obéit aux conditions techniques suivantes :

a - les semences G1 et G2 seront récoltées par famille

b - les familles jugées non conformes seront éliminées

c - les semences G3 seront récoltées en vrac

d - pour chaque génération, une quantité égale à celle qui sera semée, sera constituée en stock de sécurité.

ART. 8 - La production des semences de base obéit aux conditions techniques suivantes :

a - un établissement agréé ne pourra produire simultanément plus de dix variétés par espèce.

ART. 9 - La production des semences de reproduction obéit aux conditions techniques suivantes :

a - un établissement agréé ne pourra reproduire simultanément plus de dix variétés par espèce

TITRE II

DES REGLES DE CULTURE

ART. 10 - Les cultures présentées au contrôle aux fins de certification doivent répondre aux règles suivantes :

a - le multiplicateur qui établit la culture doit pouvoir en justifier l'origine par la présentation des certificats apposés sur les sacs de semences mères

b - pour la production de semences de prébase, de base et R1, la parcelle du multiplicateur ne doit pas avoir porté une variété différente de la même espèce au cours de l'année précédente ni une culture de la même variété d'une génération plus avancée.

Pour les semences de reproduction R2, cette contrainte peut être levée par une préirrigation suivie d'un désherbage total.

c - le repiquage en lignes est obligatoire pour les cultures de prébase et de base

d - le repiquage est obligatoire pour les cultures de 1^{ère} reproduction

e - les distances d'isolement, pour le riz, sont définies dans le tableau ci - après :

	G0/G1	G1/G2	G2/G3	G2 OU G3/ BASE	BASE R1 BASE R2	R1/R2
culture même espèce, autre variété	30 mètres	30 mètres	30 mètres	20 mètres	10 mètres	2 mètres
culture même espèce, autre variété	2 mètres	2 mètres	1 mètre	1 mètre	1 mètre	0 mètre

f - l'état cultural du champ doit être de nature à permettre d'assurer correctement la notation des cultures

g - un champ versé sur plus de 50% de sa superficie avant l'agréage sera refusé

h - au niveau de G0 et G1, toute ligne ou famille aberrante ou douteuse doit être éliminée

i - avant la récolte de la parcelle, le produit du passage d'un tour de moissonneuse ou une largeur d'un mètre doit être éliminé de la bordure de la parcelle.

J - le multiplicateur doit utiliser une sacherie ou des récipients propres. Le stockage et le transport des lots doivent se faire dans de bonnes conditions.

k - les équipements utilisés dans le cadre des opérations prévues au présent article doivent être parfaitement nettoyés pour éviter tout risque de pollution

Le non - respect de l'une ou plusieurs des prescriptions ci - dessus peut être cause de refus de la culture.

TITRE III DES CONTROLES

ART. 11 - Lors de chaque campagne, les cultures de semences doivent être déclarées à l'administration chargée du contrôle et de la certification des semences et plants, avant les dates limites précisées ci - dessous :

pour le riz - campagne d'hivernage : 30 juillet

- campagne de saison sèche : 15 mars

Exceptionnellement une déclaration de culture peut être faite 15 jours avant les semis.

Sont également déclarées à cette administration au plus un mois avant la date prévue de la récolte, les modifications apportées à la culture.

Un numéro est attribué à chaque déclaration de culture.

ART. 12 - Tout au long de la végétation, les champs de production de semences de prébase, de semences de base et de semences de reproduction sont placées sous la surveillance d'un agent de l'administration chargé du contrôle et de la certification des semences.

Chaque culture sera visitée par les agents de contrôle, au moins deux fois au cours de la végétation dont l'une, visite de contrôle, sera effectuée après l'épiaison, et l'autre, d'agrèage, au plus tard une semaine avant la date prévue de la récolte.

Toutes les observations faites durant ces visites font l'objet de notation sur des formulaires appropriés.

ART. 13 - Les cultures sont soumises à un contrôle systématique de pureté variétale et de pureté spécifique au champ. Ce contrôle est complété par une analyse au laboratoire, dans les conditions ci - après :

a) Pureté variétale : au champ, ce contrôle est effectué pour chaque catégorie de semences, par référence à un taux maximum de hors types, à la nature des hors types et à un nombre de comptages, tels que spécifiés aux tableaux prévus à l'annexe I au présent arrêté. Si les résultats du comptage font apparaître un taux supérieur à la norme des hors types, la culture devra être épurée après la première visite et sera refusée ou déclassée après la seconde visite.

Ce contrôle de la pureté est complété par une analyse de laboratoire effectuée sur l'échantillon de semences prélevé sur le lot de semences.

b) Pureté spécifique : au champ, ce contrôle peut conduire les agents de l'administration chargée du contrôle et de la certification des semences à recommander l'élimination des impuretés spécifiques. Lorsque le contrôle révèle la présence d'impuretés spécifiques difficiles à éliminer lors des opérations de triage, l'agent notera cette caractéristique et la culture concernée ne sera certifiée que si elle correspond aux normes prévues au titre IV ci - après.

ART. 14 - La présence des maladies ayant pour effet de réduire la valeur utilitaire des semences peut être un motif valable de refus des cultures.

ART. 15 - Le refus d'une culture par l'agent chargé du contrôle est notifié à l'intéressé dans les meilleurs délais et au plus tard huit (8) jours avant la date normale de la récolte. Le refus d'une culture doit être motivé.

ART. 16 - Aux fins de contrôle en laboratoire, le poids maximum des lots de semences est fixé ainsi qu'il suit :

- semences de base 5 tonnes

- semence de reproduction 20 tonnes

Au sens du présent article, on entend par lot une quantité de semences homogène, notamment en ce qui concerne l'identité, la pureté variétale, la pureté spécifique, la faculté germinative et l'humidité, et provenant de la récolte d'un même champ. Chaque lot est désigné par un numéro qui lui est propre, qui intègre le numéro de la culture.

Les lots doivent être inscrits en report à partir du 31 août. Ils doivent être déclarés en cette qualité à l'administration chargée du contrôle et de la certification des semences et plants. Les lots certifiés en report feront l'objet d'une vérification de la faculté germinative avant leur commercialisation.

ART. 17 - La commercialisation des semences de riz ne pourra être effectuée que dans des emballages dont la contenance est fixée ainsi qu'il suit :

- semences de base 20 kg
- semence de reproduction 20 kg, 40 kg et 60 kg

TITRE IV

DE LA CERTIFICATION DES SEMENCES

ART. 18 - La prise d'échantillons pour les analyses en laboratoire doit s'effectuer sur les lots de semences déjà triés et conditionnés.

Par dérogation, la prise d'échantillon peut être réalisée sur des semences brutes.

Dans le cas où l'analyse au laboratoire de l'échantillon de semences brutes donne un taux de pureté spécifique égale ou supérieur à 94% la culture rentrera dans le processus normal de triage et de certification.

Au cas où l'analyse donnerait un taux de pureté spécifique inférieur à 94% mais supérieur ou égal à 85% un contre - échantillonnage devra être effectué sur le lot, après son conditionnement. Un agréage provisoire pourra être accordé à ce lot s'il répond par ailleurs aux autres normes exigées par la réglementation. Le lot devra être identifiable et isolé jusqu'au contre échantillonnage. La certification finale ne sera accordée qu'au vu des résultats de l'analyse du contre - échantillonnage.

Au cas où l'analyse donnerait un taux de pureté spécifique inférieur à 85% le lot sera définitivement refusé avant triage et conditionnement.

Les critères d'évaluation de la pureté spécifique sont mis en œuvre par références aux règles reconnues en la matière au niveau international.

Aux fins d'application des dispositions du présent article, des échantillons distincts doivent être prélevés sur plusieurs parties d'un lot pour s'assurer de son homogénéité.

L'échantillonnage est réalisé suivant les règles reconnues internationalement par un agent de l'administration chargée du contrôle et de la certification des semences ou sous sa responsabilité, en présence d'un représentant de l'établissement agréé. L'échantillonnage peut être réalisé à tous les stades, de la production à l'utilisation des semences.

ART. 19 - Aux fins de certification par l'autorité compétente, les lots présentés après triage doivent satisfaire à toutes les prescriptions réglementaires et notamment aux normes précisées au tableau prévu à l'annexe II au présent arrêté.

TITRE V

DES DISPOSITIONS TRANSITOIRES

ART. 20 - A titre transitoire et sur le fondement de l'article 10 du décret n° 37.98 du 11 mars 1998 sus - visé, sont inscrites au catalogue national des espèces et variétés, les variétés de riz énumérées ci - après dont les fiches descriptives sont joints en annexe.

JAYA, IR 28, TNI, IR 1561, IR 50, 978.3.3, SAHEL 204, SAHEL 108, SAHEL 202, IR 1529

ART. 21 - Les annexes I et II au présent arrêté en constituent partie intégrante.

ART. 22 - Le Secrétaire Général du Ministère du Développement Rural et de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel.